

## LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : [geo2000.org](http://geo2000.org)

N° 68 – MARS 2006

SOMMAIRE :

**P.2**

**Editorial : " Afghanistan 2006 : efforts pour reconstruire une nation "**

**Par Jacques Boyon**

**P.4**

**" Démocratie représentative : du dogme à l'illusion ? "**

**Christian Poncelet, Président du Sénat**

**P.9**

**" Prolifération nucléaire : géostratégie et réalité des risques"**

**Thérèse Delpech, Chargée des Affaires Stratégiques au Commissariat à l'Energie Atomique**

**P.14**

**" La politique industrielle : entre le civil et le militaire ; entre la France et l'Europe ?"**

**François Loos, Ministre délégué à l'Industrie**

### **AGENDA**

**. Mardi 25 avril 2006 / Petit-Déjeuner débat avec Bernard Kouchner, ancien Ministre**

**Thème : " Après la guerre, comment éviter l'incohérence et gérer la paix (Bosnie, Kosovo, Irak) ? "**

Cercle National des Armées – 8, place Saint-Augustin - Paris 8ème

**. Jeudi 11 mai 2006 / Petit-Déjeuner débat avec Michel Rocard, ancien Premier Ministre**

**Thème : " Crispations communautaires, guerres civiles, terrorisme : vers un choc de civilisation ? "**

Salons de la Présidence du Sénat - Salons Boffrand - 15ter, rue de Vaugirard - Paris 6<sup>ème</sup>

# **" AFGHANISTAN 2006 : EFFORTS POUR RECONSTRUIRE UNE NATION "**

**par Jacques Boyon, ancien Ministre, Président de l'IRIS,  
membre du Conseil de Géostratégies 2000**

---

Avec ses violences anti-américaines et ses affrontements intercommunautaires qui conduisent à douter et du retour de la sécurité, et du maintien de l'unité du pays, l'Iraq fait un peu oublier l'Afghanistan.

Il est vrai que dans ce pays la reconstruction progressive d'institutions politiques peut faire croire à une normalisation de la situation avec des germes de démocratie. Sans disparaître, l'insécurité a initialement reculé grâce aux succès des troupes américaines qui, avec le concours de groupes armés afghans, ont éliminé les forces russes d'abord, les Talibans ensuite. En janvier 2004 une constitution a été approuvée instaurant une " République islamique " dotée d'un régime présidentiel assorti d'un certain contrôle parlementaire.

M. Hamid KARZAÏ a été élu Président, avec une majorité de 55 % des voix dès le premier tour lors d'une consultation qui a mobilisé environ 70 % des électeurs et qui n'a suscité aucun incident, ni aucune critique. En septembre 2005 les élections législatives et provinciales, avec une participation un peu moins forte (53 %) et quelques incidents sérieux (six candidats assassinés !), ont permis d'installer un Parlement qui s'est mis au travail en décembre, mais qui est apparemment très divisé et sans claire majorité.

Mais il n'y a pas que Kaboul. L'Afghanistan est un vaste pays plus grand que la France (650 000 km<sup>2</sup>) et de surcroît très montagneux avec des vallées d'accès difficile et même impossible l'hiver. Tout ce qui s'installe a vite fait de commencer à se désagréger. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la présence de 30 000 militaires non afghans soit encore nécessaire.

Les deux tiers - surtout américains, mais avec d'autres troupes et notamment des effectifs de forces spéciales françaises - poursuivent dans l'est et dans le sud les fidèles d'Al-Qaïda et des talibans dans le cadre de l'Opération " Liberté Immuable " (*Enduring Freedom*).

Le reste constitue à la demande de l'ONU. la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité, commandée par l'OTAN selon un dispositif tournant, avec des contingents de pas moins de 37 pays dont la France qui assurera ce commandement le 1<sup>er</sup> juillet 2006 pour neuf mois.

A la différence de l'Iraq, cette intervention étrangère ne suscite aucune contestation de la part des opinions publiques, ni dans le pays, ni dans les pays qui envoient des troupes. Elle poursuit en effet trois buts : rétablir sur tout le territoire la sécurité et l'autorité de l'Etat central ; amorcer un développement économique et social local ; enraciner la démocratie. Elle s'incarne dans le cadre de ce qu'on appelle les Equipes de Reconstruction Provinciale ("*Provincial Recons-truction Teams* " ou P.R.T.

Au contact des populations civiles, ces Equipes recherchent des projets de construction d'écoles, d'adduction d'eau, d'édification ou de modernisation d'hôpitaux, les font exécuter par des petites entreprises et des artisans locaux et les financent. L'OTAN. se prévaut de mettre ainsi en œuvre un concept nouveau visant à redonner confiance aux populations civiles.

De l'aveu même des gouvernants, l'Afghanistan a aujourd'hui trois immenses défis à relever. Le premier n'est pas nouveau : c'est l'extension de la culture du pavot qui est la principale ressource des

paysans, et par suite des trafiquants. Le second est la corruption très étendue partout, mais surtout dans la police où les rémunérations sont très faibles. Ce second mal ne facilite pas la disparition du premier.

Faute de pouvoir réduire la culture du pavot par des moyens coercitifs que personne n'est en mesure de mettre en œuvre, il faut se rabattre sur la persuasion en incitant le paysan afghan à se tourner vers d'autres productions. La France a engagé une expérience-pilote de conversion du pavot au coton qui paraît intéressante, mais l'anarchie qui règne dans la commercialisation mondiale de ce produit ne facilite pas les choses.

Il faut pourtant éviter l'enlèvement " à l'irakienne " qui pourrait résulter d'une remontée de l'insécurité. La mort récente d'un soldat français près de Kandahar confirme malheureusement l'apparition depuis quelque temps des attentats-kamikaze qui sont une forme de violence inhabituelle dans le pays.

Les continuateurs des Talibans ne sont pas tous rentrés dans le fonctionnement démocratique du Parlement et certains en marge attendent à l'évidence leur heure. Les bandes et milices armées, qui sont une déjà ancienne tradition et qui ont des effectifs au moins aussi nombreux que ceux de l'embryonnaire Armée Nationale Afghane, sont connues, souvent reçues dans les palais officiels, mais en aucun cas intégrées. Enfin viennent par les frontières poreuses, avec le Pakistan notamment, agitateurs et terroristes formés dans les camps d'Al-Qaïda.

Malgré les efforts des militaires venus de 37 pays, qui apparemment sont bien vus et acceptés d'une population qui a tant et si longtemps souffert, il est bien difficile d'être optimistes. Les plus engagés poursuivent une traque sans fin des fidèles de Ben Laden. Ceux qui se consacrent à restaurer l'ordre et l'autorité du pouvoir légal et à poser les fondations d'un développement durable des villes et des campagnes sont peu nombreux et ont peu de moyens ; ils sont une goutte d'eau dans l'océan des problèmes. Et pour agir sur le terrain, le commandement doit se débattre au milieu des " *caveat* " par lesquels chaque pays a déterminé *proprio motu* les conditions et les limites d'emploi de son contingent national.

Un regard sur la carte permet de voir que si les voisins immédiats de l'Afghanistan ont objectivement intérêt au retour dans ce pays de la paix et de la stabilité, peu d'entre eux et notamment l'Iran, le Pakistan, l'Iran, la Chine et plusieurs républiques ex-soviétiques n'en ont pas nécessairement les motivations et les moyens.

**Cela nous affecte particulièrement nous Français car les relations entre nos deux pays sont anciennes, solides et amicales et l'influence de la France a toujours été forte, en particulier sur l'enseignement, la culture, l'archéologie et la santé. Il y a là un fonds à préserver et à enrichir. Les ONG ont un rôle particulièrement important à jouer. Pour la formation des officiers de l'armée afghane, des policiers et des magistrats et pour assurer la sécurité des hommes et des femmes de ces ONG, la présence militaire doit rester forte, sans se disperser sur trop de missions.**

D'eux dépend que la démocratie naissante soit le terreau du progrès et non de l'extrémisme.

JB

## ***DEMOCRATIE REPRESENTATIVE : DU DOGME A L'ILLUSION ?*** ***Christian PONCELET, Président du Sénat***

---

**Le jeudi 1<sup>er</sup> décembre 2005, Géostratégies 2000 a eu le grand privilège de recevoir Christian Poncelet, Président du Sénat et deuxième personnage de l'Etat, invité à réfléchir sur la crise de la démocratie représentative qui secoue depuis quelque temps la France. Un sujet qui intéresse les politologues avec une gourmandise tempérée ou aggravée, c'est selon, par leurs désaccords, comme l'a rappelé Serge Rechter, et suscite de vives inquiétudes. Les Français auraient-ils perdu le goût et l'envie de construire ensemble leur avenir ? Eprouveraient-ils un sentiment de dépossession démocratique et d'impuissance ? Une situation préoccupante, aux graves conséquences géopolitiques, tant au niveau européen que mondial. Combatif et persuasif, Christian Poncelet a analysé avec une grande pertinence l'état de santé de notre démocratie et a réaffirmé, contre vents et marées, sa foi en la politique, ses espoirs en un sursaut national, sa volonté d'aboutir à une refondation de notre pacte républicain.**

**Avant toute chose, Christian Poncelet a tenu à souligner son bonheur de retrouver Géostratégies 2000, un club de réflexion à la grande ouverture d'esprit, une instance œcuménique qui se méfie des analyses faciles et met en perspective les enjeux nationaux dans le contexte international.**

D'emblée, il est entré dans le vif du sujet, reconnaissant qu'il y avait bien une crise profonde et durable de représentation, qui toutefois, selon lui, ne touche pas la politique elle-même. Depuis 2002, nous connaissons un cycle de doute et d'incertitude démocratique. Le facteur le plus marquant est sans aucun doute le manque de courage civique de la classe politique. Les yeux rivés sur les sondages, les politiques ont à tort intériorisé l'idée que les Français étaient rétifs au langage de vérité. Nous serions donc face à une société bloquée, paralysée par les conservatismes et les corporatismes, opposée à toute réforme, et dont le seul mode d'évolution passerait par la révolution. Cette incapacité des élus à assumer des choix politiques constitue trop souvent une sorte " d'assurance-vie politique ", s'insurge Christian Poncelet. Le peuple juge ces comportements sévèrement, même si lui-même n'est pas exempt de contradictions. Les élus n'osent pas placer les Français devant leurs responsabilités, ils n'ont pas su expliquer le " danger mortel " des 35 heures, dans un contexte international de concurrence croissante. " Lors d'un meeting pendant la campagne des législatives de 1995, j'avais été le seul à m'opposer à ce projet ", rappelle-t-il. " Un syndicaliste s'est interrogé sur ma frilosité, mais personne n'est intervenu, ni les représentants du Medef, ni ceux des Chambres de Commerce ". Mais, ensuite, en aparté, ils m'ont assuré de leur soutien. Est-ce cela du courage ? Les élus doivent absolument revenir à l'essence même de leur fonction : " Gouverner, c'est choisir ", selon le mot du Duc de Lévis. De leur côté, les citoyens doivent être rappelés à leurs devoirs civiques et à " jouer collectif ", le principe de responsabilité politique doit gagner du terrain ". Le manque de courage entraîne également un déficit d'action et de résultats.

**Des pans entiers de nos politiques publiques laissent penser que les politiques n'ont plus de prise sur la réalité et que les décisions se prennent ailleurs. L'impuissance collective à résorber le chômage est le symbole de l'échec patent du politique.**

D'ici deux ans, l'Allemagne aura retrouvé la voie de la croissance, mais les Français, eux, auront oublié les mesures drastiques qui auront été prises par notre voisin, notamment pour ce qui est de l'allongement de la durée du travail, et du recul de l'âge de la retraite.

**UN MALAISE DEMOCRATIQUE EVIDENT**

Ce constat d'impuissance se conjugue avec un profond déficit de représentativité des élus. La société peine à se retrouver dans ses édiles. Combien de femmes sont-elles parlementaires ? Combien de parlementaires sont-ils issus de l'immigration ou du milieu ouvrier ? Les partis politiques doivent favoriser l'émergence d'un personnel politique plus proche des attentes de nos concitoyens. Conscient de ces enjeux, le Sénat a réformé son mode de scrutin en juillet 2003. Désormais, un sénateur sur deux est élu à la proportionnelle. Grâce à cette mixité, le Palais du Luxembourg compte 17% de femmes (contre 12% au Palais Bourbon). Les différentes sensibilités, notamment les écologistes et l'extrême gauche, sont mieux représentées. Le Sénat compte également deux sénatrices issues de l'immigration, symboles de la méritocratie républicaine. Ces efforts doivent être amplifiés afin que les Français reconnaissent à nouveau la légitimité de leurs élus. " Source structurelle, intime, de notre malaise démocratique, la dilution du pacte républicain me cause de vives inquiétudes ", insiste Christian Poncelet. Amorcée dans les quartiers et les banlieues difficiles (comme l'ont illustré les tristes événements de novembre), elle touche à des degrés divers toutes les couches de la population. La démocratie se déchire, se délite, par le bas comme par le haut. Elle oscille entre des abstentions record et de brusques accès de participation, préludes à la sanction, comme le " Non " au référendum de mai 2005. Ce modèle destructeur pourrait accoucher d'une démocratie sans électeur. En haut, on s'achemine également vers une démocratie sans élus. Les représentants du peuple sont dénigrés, dévalués, dévalorisés. Certes, les médias y contribuent énormément, mais beaucoup de nos concitoyens n'ont pas voulu assumer le fait que la démocratie a un coût. La loi sur le financement des partis politiques est arrivée trop tard, trop partiellement. Auparavant, les partis, toutes tendances confondues, avaient recours à des expédients, qui ont contribué à forger une mauvaise image collective des élus, à favoriser les " extrémismes " et l'antiparlementarisme.

#### · **LE BESOIN DE LA POLITIQUE**

Si la démocratie représentative est en crise, la politique elle-même ne l'est peut-être pas autant qu'on le croit, remarque Christian Poncelet. Il ne faut pas sous-estimer le rôle de médiateur que jouent les parlementaires et les élus locaux dans leurs circonscriptions. Les élus de proximité restent le dernier recours face à la machine administrative de l'Etat, une présence humaine, un exutoire aux mécontentements. Le rôle déterminant joué par les maires, " ces hussards de la République ", lors de la crise des banlieues, est en ce sens encourageant. D'ailleurs, 70% des Français interrogés, plébiscitent les maires pour leur dévouement, leur écoute et leur disponibilité. Cette facette de l'action politique est essentielle, car elle génère le lien et le liant sociaux. Autre élément à prendre en compte : la force de la demande sociale de politique. Cette dernière est appelée à la rescousse face aux différentes insécurités, aux questions liées aux délocalisations, à la formation, à l'emploi, au chômage, à l'environnement. L'adoption du principe de précaution dans la Charte de l'Environnement, adossée à la Constitution, en est la preuve. Face à la montée des intégrismes, le principe de laïcité est réaffirmé dans le cadre de la loi sur le voile. La loi, malgré tous ses défauts, reste un passage obligé si l'on veut réinventer le " vouloir vivre ensemble ". La politique n'est pas morte, elle seule permet de renouer les fils du dialogue, de restaurer la confiance en l'avenir, de reprendre le chemin de la cohésion sociale, souligne-t-il. Avec dignité, efficacité et autorité, les élus doivent répondre aux attentes légitimes de leurs concitoyens, casser le cercle de défiance qui s'est instauré entre eux.

#### · **UNE CRISE AUX CONSEQUENCES GEOPOLITIQUES**

Dans un monde ouvert et décloisonné, le monde a sur la France des effets permanents, de même que la situation de la France rétroagit sur le monde. Nos malaises démocratiques ont un impact international.

**Avec le " Non " au référendum du 29 mai 2005, l'Europe est en panne.**

C'est une volonté du peuple souverain, les causes en sont multiples, il reste encore des enseignements à tirer. Le climat national a été déterminant, la spirale du " non " s'est nourrie de discours contre les élites, d'un ressentiment à l'encontre des élus largement partisans du " oui ". Nous avons esquivé le débat sur l'élargissement, les Français ont montré qu'ils avaient davantage peur du plombier polonais

que de l'ouvrier chinois et de l'informaticien indien. Désormais, la marche de l'Europe, que l'on présentait comme notre avenir, est stoppée. Comment envisager notre destin en Europe, nos relations avec nos voisins ? Notre pessimisme a des répercussions sur nos partenaires, l'Europe est affaiblie. La position des commissaires européens qui vont négocier à Hong-Kong dans le cadre de l'OMC, sera plus compliquée. Cette crise de la démocratie représentative modifie notre façon de voir le monde ainsi que notre action sur la scène internationale. Les Français manifestent une peur et un rejet de la mondialisation. Cette diabolisation place la France en retrait, sur un plan économique ; des pays plus dynamiques tirent profit de nos réticences internes. Elle se fragilise sur la scène internationale, elle ne peut plus prétendre incarner un modèle politique à vocation universelle. Toutefois, souligne Christian Poncelet, la France bénéficie encore d'un certain capital de sympathie. Notre rayonnement international directement lié à notre bonne santé politique doit être préservé. Il faut même le faire fructifier, car c'est pour nous un vecteur d'influence et de puissance.

**Il faut à tout prix éviter un regain d'isolationnisme, de repli sur soi, de renationalisation de la politique, en France, mais aussi dans tous les grands pays occidentaux.**

Cette attirance pour un certain "cocooning national", renforcée par les menaces internationales et les angoisses économiques et sociales, est dangereuse et assurément délétère. Le retour à une humanité cloisonnée, compartimentée, émiettée serait un grave échec. " Cette crise de confiance entre le peuple et ses élus ne m'empêche pas de conclure sur une note optimiste ", insiste Christian Poncelet. " Je garde ma foi en la politique, j'ai la conviction qu'elle constitue la seule voie d'avenir pour vivre ensemble et j'ai l'espoir que la démocratie française trouve en elle-même les moyens d'une régénérescence, d'une refondation du pacte républicain, et peut-être d'une réinvention de notre République ".

*Cet exposé pour le moins roboratif s'est poursuivi par un débat, animé par Serge Rechter.*

**Général d'Armée Bertrand de Lapresle (Vice-Président de Géostratégies 2000, ancien Gouverneur des Invalides) :** *Avez-vous des suggestions quant à la formation de nos élites ? Que pensez-vous d'un service public civil ? Notre propension à la repentance ne cache-t-elle pas un désir d'échapper à nos responsabilités ?*

La question de la réforme de l'ENA n'est pas nouvelle. Si cette école est vivement critiquée, ici, elle suscite une certaine admiration à l'extérieur. Je suis allé récemment en Chine installer l'ENAC, grandement inspirée de notre modèle français. Au Sénat, j'ai souhaité combler les lacunes des élus en matière économique en envoyant les sénateurs en stage dans les entreprises françaises. Cette proposition n'a pas soulevé d'enthousiasme, mais ceux qui ont joué le jeu, en ont tiré des enseignements bénéfiques. Pour bien légiférer, il faut apprécier la situation économique à sa juste valeur. Il y a quelque temps, j'ai évoqué la possibilité d'un service civil. Ce fut une levée de boucliers : " Poncelet veut rétablir les chantiers de jeunesse du Maréchal Pétain ". Il s'agissait là d'une attaque aussi basse que stupide. Je suis heureux de voir que l'idée d'un service civil soit à nouveau à l'ordre du jour. **Je considère que tout citoyen a un devoir envers son pays.** Les Français ont toujours éprouvé le besoin de se flageller, et pourtant, ils ont accompli de nombreux actes positifs. J'ai dernièrement voyagé au Vietnam et ai eu le plaisir de voir que la Poste à Ho Chi Minh-Ville avait été restaurée à l'identique de ce qu'avaient fait les Français. Les Vietnamiens sont animés par un réel désir de conserver et d'entretenir ce que nous avons créé. Il y a aussi désormais à Hanoï un hôpital privé très coté, qui attire des malades qui viennent de tout le Sud-Est asiatique. C'est un élément de fierté. Nous devons réagir, c'est le silence qui est coupable.

**Colonel Jean-Luc Lefebvre (Collège Interarmées de Défense) :** *Il y a trois valeurs dans la devise nationale : " Liberté, Egalité, Fraternité ". Vous en ajoutez une quatrième " Laïcité ". Pourquoi ?*

Enfant, lorsque j'entrais en classe, j'enfilais une blouse bleue ou noire. Tous les élèves étaient égaux et identiques. Notre instituteur, laïque, ne tolérait aucune moquerie envers les prêtres. C'était la base de

notre éducation civique. Il faut respecter les croyances des autres et ne pas chercher à imposer la sienne. Je déplore le flottement et le manque de conviction qui ont accompagné le débat sur le port du voile.

***SE Pavel Fischer (Ambassadeur de la République Tchèque à Paris) :*** *Je tiens tout d'abord à souligner que la France jouit toujours d'un important capital de sympathie dans le monde et que son influence est réelle. Que pensez-vous du cumul des mandats ? Un maire peut-il exercer des fonctions nationales tout en gardant une vraie proximité avec ses administrés ?*

La République Tchèque occupe une place particulière dans mon cœur. C'est en effet dans mon département des Vosges, à Darney, que son indépendance a été officiellement signée par Clémenceau et Poincaré. Une marque de reconnaissance envers les légions tchèques qui ont combattu à nos côtés pendant la première guerre mondiale. Pour en revenir au cumul des mandats, c'est au peuple souverain de choisir. Il est flatté quand son élu siège à un poste important. Il sait que cela peut s'avérer utile et intéressant. Mais, il faut se garder des excès. **Un élu qui a des responsabilités nationales doit garder un mandat local.** Cela lui permet de prendre le pouls de la population. Par ailleurs, j'étais opposé à la réduction du mandat présidentiel à cinq ans. **J'estime que le Président n'a plus la sérénité nécessaire pour bien accomplir sa mission.**

***Laurence Dors (Secrétaire Générale de EADS – Vice-Présidente de Géostratégies 2000) :*** *Vous nous avez parlé de blocage social, de faillite politique. Mais vous êtes resté silencieux sur les institutions. Quelle est votre réflexion sur l'actualisation des institutions ? Sont-elles adaptées au contexte intérieur et international, à la mondialisation ? Et la régionalisation ?*

Je reviens sur ce dernier point. Il est très difficile de supprimer des échelons. Les CODER, qui avaient une compétence économique, ont été transformés en une assemblée délibérative. Ils ont donné naissance à une structure supplémentaire, la région. Les communes françaises sont très nombreuses, beaucoup plus que dans tous les pays européens. Mais, c'est une tradition, elles représentent les racines de la population. On ne peut imaginer en supprimer. Le problème a été contourné avec la création des syndicats intercommunaux, qui rassemblent les moyens et les forces. Concernant l'Europe, je pense que nous avons été un peu vite en besogne. De Gaulle était hostile à l'entrée de la Grande-Bretagne. Il souhaitait que les six pays fondateurs réalisent auparavant leur harmonisation sociale et fiscale. Ensuite, les nouveaux arrivants auraient été obligés d'adhérer à ce modèle... Il faut peut-être revoir les modalités d'élection et de fonctionnement du Parlement européen. Qui connaît le parlementaire européen dans sa région ? La langue française est officielle, mais trop souvent nos élus s'expriment en anglais ! Le Sénat dispose d'un " bonus " pour représenter les collectivités territoriales. Ne pourrait-on s'en inspirer au niveau du Parlement européen ? Pour ce qui est de l'élargissement, le problème est épineux. Tous les pays de l'Europe Centrale et de l'Est se tournaient vers l'Europe. Ils souffraient d'un grand retard économique mais partageaient nos sensibilités et nos valeurs. Pouvaient-ils faire patienter encore ? Surtout en France, où l'on défend les idées de solidarité et de fraternité, même si on ne les met guère en pratique...

***Serge Rechter :*** *Tony Blair souhaite une zone de libre-échange qui ne fait pas frémir d'horreur nos amis de l'Est ! Mac Millan, déjà, la souhaitait ardemment... sans parler de Margaret Thatcher ! En réalité cette querelle conceptuelle et politique empoisonne plus que jamais la construction européenne et corrompt la vision, l'hardiesse et l'ardeur du projet de notre génération...*

***Philippe Abelin (Ministère de l'Economie) :*** *Nous souffrons d'une grande instabilité ministérielle. Nous ne sommes pas capables d'intégrer nos banlieues, mais pour la Turquie, cela nous paraît réalisable... Ne pourrait-on prévoir un retour à la IVème République ?*

Le pays ne le souhaite pas, cela serait préjudiciable au niveau européen. Sous prétexte de trop de concertation, les responsables se défont. La démocratie et l'autorité font bon ménage. Sous la IVème République, des Présidents du Conseil ont préconisé une réforme des institutions, dans un

souci de plus grande stabilité, mais cela n'a pas abouti. D'ailleurs, François Mitterrand, auteur du " Coup d'Etat Permanent ", et fervent partisan de la suppression de l'article 16 de la Constitution, m'a confié, une fois devenu Président : " Serait-ce bien sage de le faire? Cela peut toujours servir ". Lorsque l'on est au pouvoir, on ne tient pas toujours les promesses que l'on a faites, et le peuple peut avoir des exigences que l'on n'est pas obligé de satisfaire.

***Charles-Henri Taufflieb (Directeur associé Trésofi) : Comment sortir du cycle infernal dans lequel nous sommes plongés ? Comment trouver le courage de prendre les bonnes décisions ?***

En 1968, la croissance était forte, les finances équilibrées, mais la France s'ennuyait, ce qui a entraîné Mai 68 et la " chienlit " comme l'a définie De Gaulle. Lorsque le Général a repris en main le pouvoir, il a dissous l'Assemblée et provoqué de nouvelles élections. Ce fut un raz de marée en sa faveur. Mais, le référendum qu'il avait promis dans la foulée, n'a été organisé qu'un an plus tard. Ce qui explique son rejet. **Les Français ne sont réceptifs à la réforme que dans des cas particuliers, et le plus souvent sous la pression de la crise. Il faut agir vite et fort, sinon, ensuite, c'est le repli sur les positions conservatrices qui prévaut.** Il y a également un manque de courage civique à la base. L'hostilité provoquée par la suppression de bureaux de poste dans de petites communes en est l'illustration. Dans mon département des Vosges, il y a plusieurs années, il a fallu arrêter des lignes de chemin de fer qui n'avaient plus d'utilité. Une pétition m'a été présentée, signée par 5000 personnes. Or, il s'est avéré qu'aucune d'entre elles ne prenait le train... On parle beaucoup en ce moment du devoir de mémoire, ce qui est très honorable. Mais, il ne faut pas fractionner l'histoire, tout a commencé bien avant juin 40. Hitler avait prévenu que l'Allemagne se vengerait de l'humiliation de 1918. Face à ces menaces, la France est restée passive. Nous ne devons pas répéter cette démarche dans le combat économique. Je sais que comparaison n'est pas raison, loin de moi cette idée, mais était-il vraiment opportun d'instituer les 35 heures, alors que la guerre économique est déclarée ?

***Jean-Louis Pierrel (Consultant – IBM France) : Que préconisez-vous pour remobiliser la France et les Français ?***

L'homme est un apprenti, la douleur est son maître. Michel Rocard avait fait remarquer avec justesse que " la France ne pouvait accueillir toute la misère du monde ", à propos de l'immigration. Mais, il n'a apporté aucune solution. Nous sommes très forts pour poser les diagnostics, beaucoup moins pour apporter les remèdes. L'Italie, l'Espagne, l'Allemagne prolongent la durée du travail, reculent l'âge de la retraite. Le problème de fond est là. Nous devons nous y atteler courageusement. Nous sommes alertés, nous savons qu'aucun cadeau ne nous sera fait sur le plan économique. **Il faut arrêter de réclamer toujours plus d'avantages. Ces demandes sont le fait d'une minorité, mais la forte passivité de la majorité est tout aussi pénalisante. Nous avons des atouts, nous devons nous battre !**

**Marie-Clotilde Hingray**

*(propos non revus par les intervenants)*

\*



# **" PROLIFERATION NUCLEAIRE : GEOSTRATEGIE ET REALITE DES RISQUES "**

**Thérèse DELPECH**

**Chargée des Affaires Stratégiques au  
Commissariat À l'Énergie Atomique**

---

**Le jeudi 12 janvier 2006, dans les salons du restaurant du Sénat, Géostratégies 2000 a reçu Thérèse Delpech, Chargée des Affaires Stratégiques au Commissariat à l'Énergie Atomique, Chercheur-Associé au CERI, invitée à se prononcer sur l'inquiétante augmentation de la prolifération d'armes de destruction massive dans le monde. Des Etats défaillants, incapables de tout contrôle, des acteurs non étatiques et même certains membres du Conseil de Sécurité contournent et bafouent des règles internationales censées régir, prévenir, voire éradiquer cette prolifération. Meilleure spécialiste française de la question, Marie-Thérèse Delpech a brossé un tableau de la nouvelle donne géostratégique, avant d'analyser les réponses à donner face à ces menaces émergentes qui pourraient se transformer en périls mortels.**

La crainte qu'inspirent les armes de destruction massive au seuil du XXIème siècle pourrait étonner, lance d'emblée Marie-Thérèse Delpech. Car, paradoxalement c'est la guerre froide qui a déclenché le développement d'énormes arsenaux non conventionnels. La menace balistique, nucléaire, mais aussi chimique et biologique était alors à son comble. Mais, les populations civiles avaient moins conscience des deux dernières, qui ne font l'objet de révélations que depuis dix ans, par le biais de transfuges russes. C'est le sommet des Nations-Unies de janvier 1992 qui a provoqué une salutaire prise de conscience. " La prolifération des armes de destruction massive " est alors évoquée comme une " menace à la paix et la sécurité internationale." Plus récemment, en juin 2003, lors du Sommet Européen de Thessalonique, cette prolifération est présentée comme " la plus importante menace pour la paix et la sécurité internationales ". Pour l'Europe, souvent timide sur ce sujet, c'est un sursaut remarquable. **Mais, depuis les attentats du 11 septembre 2001, les pays occidentaux craignent que des Etats au niveau de développement inférieur au leur, ainsi que des organisations non gouvernementales terroristes, puissent rechercher, acquérir et utiliser des armes non conventionnelles.**

## **L'HERITAGE DE LA GUERRE FROIDE**

Après cette entrée en matière, Thérèse Delpech se penche sur une première dimension du sujet : **l'ombre du passé**. Au début des années 80, là où l'accumulation était la plus importante, les arsenaux des Etats-Unis et de l'URSS totalisaient environ 70 000 têtes nucléaires, une puissance redoutable qui n'avait d'égale que la violence des affrontements idéologiques. En s'écroulant l'Empire Soviétique a laissé derrière lui d'énormes stocks d'armes chimiques et biologiques, des milliers de scientifiques et de techniciens qui avaient été employés à produire les arsenaux non conventionnels, des sites et des accords de coopération avec tout un ensemble de pays, conséquences d'une politique extérieure souvent ambiguë de Moscou à l'égard de pays comme l'Iraq, l'Iran, la Corée du Nord mais aussi l'Algérie et la Libye. Ces derniers ont augmenté les performances des matériels acquis, en ont optimisé la puissance. Et lorsque la Libye a été contrainte de stopper cette dangereuse surenchère, elle disposait de missiles d'une portée de 1000 kilomètres, voire plus. Il faut un effort soutenu d'assistance des pays de l'ex-URSS pour contrôler et détruire leurs énormes stocks d'armes non conventionnelles ; pour recycler les scientifiques, comme par exemple les 70 000 personnes qui travaillaient pour le complexe Biopreparat, le programme biologique russe, note Thérèse Delpech, qui observe que le rapprochement avec Moscou figure parmi les grands objectifs politiques des pays occidentaux. **Toutefois, remarque-t-elle, la politique extérieure de Moscou suscite des**

**inquiétudes. Les Etats-Unis et surtout les Européens ne parviennent pas à amener Vladimir Poutine à se prononcer clairement sur les cas coréen et iranien.**

## **DES CRISES A RESOUDRE**

Deux pays avec lesquels la communauté internationale est confrontée à une crise aiguë, lourde de menaces. La **Corée** tout d'abord, qui a signé en 1985 le Traité de non prolifération, sous la pression des Soviétiques, soucieux de contrecarrer ses ambitions nucléaires. En 1992, les inspecteurs de l'AIEA signalent des activités suspectes sur le site de Yongbyong, les sanctions sont imminentes mais la crainte d'un veto de la Chine, au Conseil de Sécurité, bloque tout. En 1994, un accord catastrophique est signé. Ce site, où se trouvait une installation de retraitement, est gelé. Mais Pyong Yang interdit désormais aux inspecteurs de remplir leur mission dans le reste du pays et noue des coopérations technologiques qui lui permettent de développer son programme de missiles balistiques. **Elle en fait ensuite profiter de nombreux pays comme le Pakistan et l'Iran.** La crise ouverte en 1993 ne cesse de s'aggraver. En 2002, la Corée se retire du Traité de non prolifération, les inspecteurs sont chassés. Et aujourd'hui, la situation est critique. La Corée est revenue sur ses promesses de septembre 2005 concernant le démantèlement des capacités nucléaires existantes et les pourparlers qui se tenaient à Pékin sont rompus.

**La Chine, qui bloque avec la Russie toute possibilité de règlement au Conseil de Sécurité, doit trouver une solution si elle veut éviter un nouveau renforcement des accords de défense entre les USA et le Japon, et dans un deuxième temps, un Japon nucléaire, souligne Thérèse Delpech.**

**L'Iran**, ensuite, qui avait arrêté tout programme nucléaire avec la Révolution islamique, en 1979. Mais, en 1985, deux ans après le début des attaques massives chimiques irakiennes sur les troupes iraniennes, dans un silence étourdissant de la communauté internationale, l'Iran reprend son programme interrompu. A l'époque, il ne possédait pas encore de réacteur. Pendant vingt ans, Téhéran va réussir à cacher des activités, des installations, des matières et des technologies, comme l'enrichissement par laser, ainsi que des techniques utilisées exclusivement pour la fabrication de bombes (moulage et usinage de demi-sphères d'uranium). Depuis 2003, le Conseil des Gouverneurs de l'AEIA reconnaît ouvertement la violation des engagements de l'Iran. La patience des Européens pourrait s'épuiser, note Thérèse Delpech, surtout depuis la reprise en janvier de cette année des activités d'assemblage de centrifugeuses et de production d'hexafluorure d'uranium, opération chimique qui précède les activités d'enrichissement. Un dossier encore aggravé par l'élection du très radical Mahmoud Ahmadinejad, qui tient sur Israël des propos inacceptables. **Or, un Iran nucléaire aurait des répercussions en chaîne dans une région tourmentée, d'abord en Egypte et en Arabie Saoudite. Un scénario catastrophe qu'il faut absolument empêcher, les Européens sont cette fois le dos au mur, ils doivent mettre leurs menaces à exécution, aller au Conseil de Sécurité, mais il n'est pas sûr que la Chine et la Russie les suivent.**

## **UN AVENIR INQUIETANT**

Avec la multiplicité des acteurs, le risque d'usage des armes nucléaires, biologiques et chimiques s'accroît. Il était plus simple de jouer à deux. D'ailleurs, la crise des missiles de Cuba, moment où le monde a frôlé de près la guerre nucléaire, a été provoquée par un troisième larron... Il y a désormais une instabilité chronique dans certaines régions du monde comme le Moyen-Orient, l'Asie du Sud, le continent indien (Inde, Pakistan, Cachemire) ou l'Extrême-Orient. La faillite des Etats est devenue la règle dans des pays (Colombie, Afghanistan...), des régions (périphérie de la Russie) ou des continents entiers (Afrique). Ces ensembles chaotiques posent des défis de nature stratégique qui ne peuvent plus être ignorés. Nous ne sommes plus à l'époque où les doctrines étaient clairement définies, comme par exemple la pensée soviétique. Les acteurs connaissent mal leurs cultures stratégiques réciproques et ignorent le plus souvent ce qui motive les acquisitions. De plus, la capacité nouvelle d'organisations terroristes complique encore la donne et la rend plus dangereuse, observe Thérèse Delpech. Des groupuscules comme les Brigades Rouges ou Action Directe n'avaient rien à

voir avec les cellules d'aujourd'hui, notamment Al Quaïda. Que ce soit au niveau de la violence, des ambitions, des moyens et des méthodes. Les premières étaient dotées d'une hiérarchie pyramidale, plus facile à décapiter par la police. Les secondes s'intéressent aux armes non conventionnelles et radiologiques, elles mutent constamment. Le nombre des Etats qui possèdent des armes de destruction massive a tendance à augmenter ; le rôle des armes nucléaires qui diminue en Europe, augmente en Asie. Plus la guerre froide s'éloigne, plus la prolifération s'impose comme une menace majeure. La communauté internationale doit donner un signal fort de sa volonté de freiner une évolution très inquiétante pour la sécurité, conclut-elle.

*Un débat approfondi, animé par Serge Rechter, a prolongé le passionnant exposé de Thérèse Delpech.*

*Xavier de Villepin (Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat) : En 1998, un cap a été franchi quand l'Inde et le Pakistan sont devenus des puissances nucléaires. Les Etats-Unis n'ont pas réussi à l'éviter, mais très vite ont cherché à renouer les liens. N'est-ce pas une incitation pour d'autres pays ? S'il y a un processus de désarmement important, les armes nucléaires ne peuvent-elles pas devenir les armes de l'avenir ? Y a-t-il un lien direct entre armes de destruction massive et groupes terroristes ?*

La **Chine** poursuit son programme nucléaire contre vents et marées. Elle ne l'a jamais arrêté, même pas pendant la Révolution culturelle. Elle est **le seul pays membre permanent du Conseil de Sécurité qui continue à augmenter son potentiel de missiles, de têtes et de sous-marins nucléaires. L'Inde et le Pakistan n'ont signé aucun engagement international, ils n'étaient pas signataires du Traité de non prolifération.** La France elle-même ne l'a signé qu'en 1992. L'Iran et la Corée ont repris leur course au nucléaire en 1985, peut-être avaient-ils aussi des motivations personnelles. Cela pouvait être un outil de propagande. Pour ce qui est des attentats, certains ont été déjoués qui n'étaient pas conventionnels. Toutefois, les terroristes peuvent faire des dégâts avec des moyens simples. Le cobalt 60 associé à un explosif conventionnel peut constituer une arme radiologique très performante, une vraie terreur pour les populations.

*Thierry Leroy (Conseiller d'Etat) : L'Iran ne semble pas préoccupé par les codes de dissuasion. Ceux-ci peuvent-ils fonctionner dans les face à face régionaux ?*

Lorsqu'un Président répète qu'il est prêt à détruire son voisin Israël, il est difficile de faire jouer la dissuasion, car avant tout il faut une base de reconnaissance mutuelle. Dans le cas du Pakistan et de l'Inde, les deux pays sont à peu près équilibrés et les gouvernements veulent éviter l'affrontement. Un dialogue existe. Il y a aussi des raisons de politique intérieure. L'état de guerre au Cachemire justifie la présence des militaires au Pakistan. Cela n'empêche pas les conflits conventionnels, et il peut y avoir des dérapages nucléaires. A Kargile, en 1999, il y a eu la crainte d'une escalade.

*Vice-Amiral d'Escadre François Dupont (Direc-teur de l'IHEDN, de l'Enseignement Militaire Supérieur et du CHEM) : Les pays ne deviennent-ils pas raisonnables lorsqu'ils obtiennent l'arme nucléaire ?*

Au départ, la France pensait que la prolifération rendait les pays raisonnables, ce qui n'était pas la position des autres pays européens. Elle aussi, depuis, a changé d'avis, car les pensées stratégiques des nouveaux acteurs demeurent très secrètes. Il est extrêmement difficile de mettre en place la dissuasion, elle s'est seulement installée après la crise de Cuba de 1962 qui a tant fait peur, or les Russes disposaient du nucléaire depuis 1952. **La dissuasion Est/Ouest, qui reposait sur un partage clair du monde, n'a pas d'équivalent actuellement.**

**Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000)** : *On peut avoir des inquiétudes sur la stabilité du gouvernement pakistanais et, partant, sur l'utilisation du potentiel nucléaire de ce pays. Qu'en pensez-vous ?*

Depuis l'accession au pouvoir du Général Zia, il y a une sorte de pacte faustien entre l'armée et les islamistes. Par ailleurs, il arrive à l'armée d'être débordée par des phénomènes régionaux. Au Balouchistan, par exemple, il y a eu, en 2004, quatre cents attaques contre les militaires pakistanais. Les minorités ethniques pensent que le gouvernement d'Islamabad leur confisque le pouvoir économique et politique.

**Jean-Louis Pierrel (Consultant IBM France)** : *Que pensez-vous des " actions chirurgicales " menées par Israël sur Osirak et par les Etats-Unis sur l'Irak ?*

La vente par la France du réacteur Osirak à l'Irak était une erreur. Surtout qu'elle ne pouvait ignorer les visées de Saddam Hussein. L'opération de destruction a atteint une partie du programme militaire. Après cette opération, Saddam Hussein a retardé le programme nucléaire, mais il l'a développé de façon plus clandestine. La guerre menée par les Américains et les Britanniques en 2003 était une remise en cause de la notion d' " imminence ", telle qu'elle est définie par la Charte des Nations Unies. **Depuis les attentats de 2001, les Etats-Unis ont décidé de ne plus attendre que le danger soit imminent pour intervenir.**

**Contrôleur Général des Armées Jacques Lutfalla)** : *Je n'accorde pas une importance aussi grande que vous au Traité de non prolifération. Scientifiquement, il n'est pas compliqué de fabriquer la bombe H. Il suffit de disposer du matériel nucléaire, pour le reste, c'est un tour de main.*

Il est inadmissible de s'asseoir sur le droit international, comme le fait actuellement l'administration américaine. Les Nations-Unies ne se limitent pas au Traité. Elles organisent des contrôles pour les exportations, elles ont intercepté des avions et des bateaux. C'est d'ailleurs ainsi que Khadafi a été coincé au large de la Sicile. Des centrifugeuses ont été découvertes sur un navire. Il ne faut pas dénigrer le droit international.

**Alain Caire (Responsable de la Sécurité à la RATP)** : *L'utilisation d'armes non conventionnelles de petite taille par la mouvance terroriste est un réel danger. Tous les pays occidentaux sont infiltrés. Le danger radiologique ne semble pas énorme, car il est très facile à détecter. Ces réseaux terroristes recherchent un effet maximal immédiat, avec des engins faciles à fabriquer. Il ne faut pas minimiser le danger chimique que représentent les trains non gardés. Selon moi, AZF est un attentat. Par ailleurs, dans des périodes de tension, nous les Occidentaux pourrions être pris pour cibles pour des raisons idéologiques, devenir les victimes d'une guerre sainte.*

A la fin des années 1990, la police a arrêté des Afghans qui étaient en possession de CD Rom contenant des recettes chimiques. L'usage en a déjà eu lieu. En mars 1995, le gaz sarin à Tokyo a fait onze morts et provoqué une panique énorme. Mais, l'opération était mal organisée, elle aurait pu avoir des conséquences beaucoup plus tragiques. Il faut rester vigilant, il est sage de préparer des exercices sur le territoire national et en collaboration avec d'autres pays.

**Alain Caire** : *Je voudrais juste ajouter une petite remarque. Le problème de décontamination, qui est crucial, n'est pas réglé. Que ferait-on en cas d'attentat chimique ?*

C'est une excellente remarque.

**Yves Gutmann-Lajeunesse (Directeur honoraire à l'Assemblée Nationale. Vice-Président de la SNPN)** : *Les risques d'acquisition par les puissances moyennes (Nigéria, Afrique du Sud, Brésil...) ne sont pas négligeables. Quelle est la situation ?*

L'Afrique du Sud a possédé six armes nucléaires, puis elle a renoncé et démantelé son programme avec le Président De Klerk en 1992. L'Argentine et le Brésil ont aussi eu des ambitions, mais n'ont pas donné suite. Toutefois, le Brésil pourrait être à nouveau tenté. Sa marine s'est toujours montr e intéressée par le nucléaire. Quant à la Syrie, c'est un pays surveillé.

**Jacques Boyon (Ancien Ministre) :** *En ce qui concerne la crise iranienn , il y a une différence entre la position de la France, d'une part, et de l'Angleterre et de l'Allemagne, de l'autre. La France a-t-elle les moyens de prendre ses propres initiatives ?*

**Malika Sorel-Sutter (Ecrivain) :** *Pourquoi n'utilise-t-on pas des sanctions économiques contre l'Iran ?*

L'Iran cherche à diviser les Européens. Mais, ceux-ci maintiennent une grande cohésion. S'il y a des nuances, elles sont bien dissimulées. Avec l'arrivée du nouveau Chancelier Angela Merkel, l'Allemagne a une ligne un peu plus dure, plus proche de l'Angleterre et de la France. Par ailleurs, les Britanniques doivent intégrer dans leur stratégie la présence de leurs forces armées au sud de l'Irak, en zone chiite. Sur ce dossier, l'équipe française est excellente. Des sanctions économiques seraient très efficaces, sans même parler d'un embargo pétrolier, car l'Iran est un pays très fragile. Des sanctions contre des investissements, des infrastructures seraient très efficaces, elles auraient un effet dévastateur sur l' conomie.

**Serge Rechter :** *La Corée du Nord est dans un état économique dramatique. Peut-on faire un parallèle avec la situation dans laquelle se trouverait l'Iran après des sanctions ?*

Il y a une grosse différence. La Corée est très en de   de la limite. Elle se moque de la famine de son peuple. La Chine a même nourri son armée. L'Iran, quant à lui, a une population jeune, très nombreuse, assez agitée. Il lui faut des emplois, une économie correcte. Actuellement, les ressources gazières et pétrolières de l'Iran sont déjà utilisées à un niveau inférieur à ce qu'il devrait être, pour des raisons d'infrastructures.

**Général Pierre Warme (Conférencier) ; Père Pierre-Hervé Grosjean (Prêtre au diocèse de Versailles) :** *Quelles sont les conséquences de la prolifération sur nos propres forces nucléaires ?*

Au lieu d'avoir un adversaire défini, nous devons affronter des scénarios régionaux. Le choix de la France n'est ni l'inaction, ni l'anéantissement d'un pays. Des changements sont intervenus, il faut adapter la dissuasion.

**Général d'Armée Bertrand de Lapresle (Vice-Président de Géostratégies 2000, ancien Gouverneur des Invalides) :** *La miniaturisation des armes nucléaires ne comporte-t-elle pas des risques de dérapage ? Quelles sont les menaces et les perspectives ?*

C'est une évolution contraire à la doctrine de la France et à toute doctrine de non prolifération. Si les USA, première puissance nucléaire, la développe, cela peut devenir une arme de champ de bataille et je le condamne. Les programmes de recherche américains sur ce sujet sont régulièrement battus en brèche par le Congrès, qui annule les lignes de crédit. Beaucoup de Républicains aussi sont hostiles. Mais cela ne signifie pas que les laboratoires vont abandonner toute possibilité d'arriver à leurs fins.

Marie-Clotilde Hingray

(propos non revus par les intervenants)

## **" LA POLITIQUE INDUSTRIELLE : ENTRE LE CIVIL ET LE MILITAIRE ; ENTRE LA FRANCE ET L'EUROPE ? "**

**François LOOS, Ministre Délégué à l'Industrie**

---

**Le jeudi 9 mars, François Loos, Ministre Délégué à l'Industrie, précédemment Ministre Délégué au Commerce extérieur, était l'invité du petit-déjeuner organisé par Géostratégies 2000. Il s'est exprimé devant une salle comble où on remarquait notamment René André, Vice-Président de la Délégation de l'Assemblée Nationale pour l'Union Européenne et Gérard Rameix, Directeur Général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).**

Venu broser le tableau de la politique industrielle française –sujet d'une actualité brûlante avec les récents épisodes Arcelor/Mittal et Suez-GDF/ENEL–, François Loos s'est expliqué sur la culture " interventionniste " du pays. Un modèle remis en cause par la mondialisation, le poids des délocalisations et le rôle croissant de la Commission Européenne. En dépit de ce contexte international complexe, le Ministre a réaffirmé sa volonté de conduire une politique industrielle forte et indépendante.

D'entrée de jeu, François Loos rétablit quelques vérités. Ce sont ceux qui n'en parlent pas qui font le plus de patriotisme économique, observe-t-il. Dans le passé, la France a eu trop de complexes. En ce moment, la presse nous assassine, mais nos homologues s'amusent de cette cacophonie, ils comprennent parfaitement les enjeux. En Inde, Renault a un partenaire indien majoritaire, conformément aux lois du pays. " Lorsque je suis allé y faire un voyage de promotion, j'ai décoré notre associé et il n'y avait aucun scrupule de part et d'autre. C'est un domaine d'activité où l'on rencontre du gros gibier et des gros chasseurs "

### **COMBLER LES LACUNES**

Aujourd'hui, la politique industrielle doit être analysée sous trois angles : **la recherche et l'innovation ; les technologies de l'information et l'énergie**, souligne-t-il. **En matière de recherche et d'innovation**, la France met en œuvre les engagements pris lors du Sommet de Lisbonne, qui consistent à **mener l'Europe vers une économie de la connaissance**. Il est notamment prévu de consacrer 3% du PIB à la recherche d'ici à 2010. Or, aujourd'hui, la part de la France est de 2,4%, ce qui la situe autour de la moyenne européenne (2,2%), mais bien en deçà du Japon (3,4%) et des Etats-Unis (2,7%). **Notre faiblesse tient aussi à la structure de cette recherche, beaucoup trop dépendante des fonds publics** (ils représentent 50% du pourcentage total). Au Japon, en revanche, 2,4% des 3,7% consacrés à la recherche sont d'origine privée. De plus, dans notre pays, ce sont les treize plus grands groupes qui totalisent plus de la moitié de cet effort de recherche. **Nous manquons cruellement d'entreprises moyennes**, qui exportent partout dans le monde ; il nous en faudrait deux fois plus pour rattraper les Allemands, les Américains et les Japonais. Une autre lacune tient à notre **trop faible positionnement sur le créneau des produits finis**. Ce sont ceux qui apportent la plus forte valeur ajoutée, note le Ministre. Nous devons à tout prix y remédier, nous nous efforçons d'adapter notre politique, nous essayons d'optimiser notre créativité, notre réactivité et notre logistique.

### **EXPLOITER LES POTENTIELS**

Le second éclairage porte sur **les technologies de l'information**, actuellement en pleine ébullition. Il y a en France 49 millions d'abonnés au téléphone portable ; neuf millions à Internet haut débit. Les ventes sur Internet augmentent de 50% par an et représentent 5% de la consommation totale. Cette année, le Ministère des Finances prévoit dix millions de déclarations de revenus sur Internet. Toutefois, depuis vingt ans, nous avons accumulé du retard face aux Etats-Unis. **Dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, quand leurs investissements atteignent les 100 points, les Européens sont seulement à 40.** Leurs entreprises sont donc beaucoup plus efficaces et productives. Ici, par exemple, nous nous bagarrons encore autour de la Carte Santé, nous n'avons toujours pas finalisé une informatique commune aux médecins, à la Sécurité Sociale et à l'Assurance Maladie. Nous devons mettre les bouchées doubles pour atteindre un niveau comparable en qualité et en efficacité avec nos concurrents. Un autre secteur explose actuellement, c'est l'industrie des contenus, ajoute François Loos. La télévision sur mobile est un véritable succès, c'est une révolution aussi importante que le téléphone portable. Nous devons définir comment utiliser au mieux ce dividende du numérique, la bataille sera rude car le potentiel est considérable. Mais la France est bien placée avec France Telecom, Orange, SFR et autres Vivendi, se réjouit-il. Elle est très bien équipée et peut prétendre à une place importante sur le marché mondial, à rang égal avec les Coréens. En revanche, nous avons des progrès à accomplir dans l'édition de logiciel. Nous améliorons nos compétences techniques, **notre innovation et cela a des retombées directes sur le domaine de notre défense**, cela nous permet de rester indépendants.

## LES DEFIS ENERGETIQUES

Autre axe essentiel de notre politique industrielle, **l'énergie. La crise pétrolière** que nous traversons n'a rien à voir avec celles de 1973 et 1979, qui résultaient d'un bras de fer entre les pays consommateurs et les producteurs réunis au sein de l'OPEP, désireux de faire flamber les prix. Cette fois, la hausse vient d'un risque de pénurie, dû à la combinaison de plusieurs facteurs. La Chine augmente très fortement sa consommation (un million de barils par jour) ; l'énorme réservoir que représente le Nigéria est sous-utilisé en raison de problèmes politiques et d'attentats, et l'Iraq ne produit encore que deux millions de barils par jour, un chiffre qui était déjà le même avant la guerre. De ce point de vue, remarque François Loos, les Américains n'ont tiré aucun avantage du conflit. Et les investissements nécessaires à l'accroissement de la production coûtent très chers. Le problème est également crucial au niveau du **gaz**. Les Russes augmentent leur consommation, mais se refusent à tout investissement supplémentaire. Ils ont donc de plus en plus de difficultés à tenir leurs engagements commerciaux et plongent le monde dans une situation de quasi-pénurie. Il y a également un goulot d'étranglement autour de **l'essence. Les capacités des raffineries sont insuffisantes aux Etats-Unis pour satisfaire le marché intérieur. Enfin**, en ce qui concerne les biocarburants, la France préfère l'huile de colza à l'éthanol, ce qui évite des importations. **Face à cette saturation quasi-généralisée, l'énergie nucléaire se révèle à nouveau très attrayante.** Mais, lorsque des pays comme l'Iran ou la Libye souhaitent développer une industrie électrique basée sur le nucléaire, la plus grande vigilance s'impose. La France voit d'un mauvais œil l'initiative russe qui consiste à leur fournir du combustible, et à prendre en charge ensuite le retraitement. Les Américains ne semblent pas s'y opposer, remarque François Loos. Pourtant, la prolifération du nucléaire est une question cruciale, que l'on ne peut plus ignorer. **Autre défi d'importance : les questions climatiques.** Les accords de Kyoto prévoient de limiter à 2% l'augmentation des gaz à effet de serre d'ici à 2010. Les Américains sont opposés à cette stratégie, et seuls les Européens, qui ont signé le traité, appliquent cette mesure et réduisent leurs émissions de gaz carbonique. Une décision écologiquement correcte mais économiquement désastreuse, comme le prouve cet exemple : lorsqu'une tonne de ciment coûte 70 euros, son quota de CO2 est de 20 euros. Si les Européens continuent à être vertueux tout seuls, ils devront fermer des usines et augmenter leurs importations sur des produits qui n'auront pas subi de taxe. Une aberration à laquelle nous devons nous attaquer, conclut François Loos.

*Après cet intéressant exposé, le débat, animé par Serge Rechter, a donné lieu à des échanges de qualité.*

**René André (Député de la Manche, Vice-Président de la Délégation de l'Assemblée Nationale pour l'Union Européenne) :** *La nécessité d'avoir des entreprises européennes est sans cesse réaffirmée, et pour contrer l'OPA d'ENEL, le gouvernement met en place une structure franco-française Suez/GDF. Comment vous justifiez-vous ?*

Le Président de la Commission Européenne, M. Barroso se déclare favorable à des " EADS de l'énergie ", cela veut donc dire que le capital doit être partagé à 50/50. Pour notre part, nous privilégions les rapprochements utiles, lorsque l'argent ne s'échappe pas du secteur. Nous préférons les fusions amicales, pour garder nos ressources pour les investissements en amont, qui sont très lourds. L'ouverture du capital de GDF était prévue de longue date. Pour le moment, 15% seulement de son approvisionnement est sécurisé, par le biais de gisements en Egypte et en Algérie qui lui appartiennent. Par ailleurs, avec ses réservoirs souterrains, la France dispose de stocks de deux mois. D'autres pays ne sont pas dans la même situation. La Pologne, par exemple, dépend à 100% du gaz russe et n'a aucun stock. Notre but est d'investir toujours plus, pour améliorer encore notre indépendance. Nous ne souhaitons pas mettre en commun les efforts que nous avons fournis pour obtenir de bons contrats et des réserves correctes. Concernant l'OPA d'ENEL, il faut rappeler que cette entreprise italienne a envie d'accéder au nucléaire et négocie depuis des mois un accord avec EDF. Actuellement, les producteurs électriques sont riches, leurs prix et leurs résultats sont en hausse, ils ont beaucoup d'argent pour se racheter les uns les autres. C'est exactement le même scénario qui se produit dans le secteur sidérurgique.

**Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) :** *J'ai deux questions à poser, la première au Ministre, la seconde au Directeur Général de l'AMF, Gérard Rameix.*

*Dans le cadre de l'affaire Arcelor/Mittal, une entreprise européenne peut-elle, Monsieur le Ministre, passer sous le contrôle d'un financier extra-communautaire, dans la plus totale indifférence ?*

*A Gérard Rameix, je demande ceci : l'AMF va devoir viser une note d'information, destinée au public et singulièrement aux actionnaires d'Arcelor. Cette note ne se prononcera pas sur l'opportunité de l'OPA mais sur la sincérité et l'exhaustivité de l'information fournie (pas de vice caché !). Dès lors et pour me limiter à cela, avez-vous un début d'esquisse du projet industriel de Mittal ?*

**Gérard Rameix :** La première étape sera de viser la note de l'initiateur, sa situation économique, ses projets industriels, ses intentions en matière de politique sociale. Nous avons déjà quelques éléments. Par ailleurs, Mittal n'est pas vraiment un groupe indien, son siège social est aux Pays-Bas, ses actifs industriels disséminés partout dans le monde. C'est un industriel qui ne cache pas ses ambitions financières. Du côté d'Arcelor, la France n'est pas le seul pays concerné. Il y a aussi le Luxembourg, la Belgique et l'Espagne.

**François Loos :** Je me refuse à distinguer l'aspect industriel de l'aspect financier. La qualité des rapprochements est liée à la qualité des entreprises, et dans ce cas, la meilleure est sans conteste Arcelor. Elle emploie 95 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 30 milliards d'euros. Pour Mittal, ce sont 230 000 employés pour un chiffre d'affaires très inférieur. Mittal a profité de l'effondrement des cours de l'acier pour devenir un grand de la sidérurgie. Puis, la conjoncture s'est mise de son côté : le dollar s'est effondré, les prix de l'acier ont grimpé sous l'effet de la hausse de la consommation chinoise, et la sidérurgie s'est mise à gagner beaucoup d'argent. Dans ce contexte, c'est Arcelor qui présente la plus forte valeur ajoutée. Pouvons-nous laisser la 2 CV racheter la Ferrari ? Certes, la campagne de communication de Mittal est excellente. Il faudra laisser le marché décider, le protectionnisme est impossible, il faut simplement être le meilleur.



**Gérard Rameix** : Je tiens à préciser que nous devons traiter trois niveaux pour Arcelor. Celui de l'autorité politique (ici, celle du territoire français) ; de l'entreprise et des propriétaires. C'est une entreprise à culture française, mais à vocation internationale dont l'actionnariat varie tout le temps.

**François Chevillard (Directeur des Affaires Publiques et Projets Innothera)** : *La constitution d'un pôle nucléaire fort peut-elle supposer qu'Areva rejoigne le secteur privé ?*

Pas du tout, le Premier Ministre l'a encore réaffirmé récemment. Le programme nucléaire engage tout le pays et nécessite une gestion à long terme. Nous avons pour 2020 le projet de surgénérateur " Génération 4 ". Ces réacteurs vont fonctionner sans avoir de problème d'approvisionnement d'uranium. Dans ce domaine, il vaut mieux que l'Etat soit présent pour investir. Toutefois, il y a certaines branches d'Areva, comme Framatome, qui ne seraient pas incompatibles avec une gestion privée.

**Albert Muñoz (Proviseur du Lycée Charlemagne)** : *Qu'est-ce qui empêche vraiment le développement des énergies vertes pour remplacer essence et gazole ? Des incidences fiscales, stratégiques, technologiques ?*

Il est prévu que d'ici à 2008 l'incorporation des biocarburants dans l'essence et le diesel atteigne les 7%. Ce projet est en marche et il nécessite des investissements très lourds. Actuellement, l'autorisation est donnée d'utiliser de l'huile de colza ou de tournesol dans son tracteur. Mais, peut-on aller plus loin ? Les spécialistes expliquent qu'avec cette huile, un moteur de moins de cinq ans risque d'exploser. Ce n'est donc valable que pour les vieux moteurs. De plus, l'intérêt fiscal ne porte pas sur des sommes considérables. Il y a aussi le problème du respect des normes de pollution. Ces huiles ne les respectent pas. Il faudrait donc assouplir le régime.

**Jean-Louis Pierrel (Consultant IBM France)** : *L'innovation technique, qui est déterminante, exige des jeunes ingénieurs et une filière scientifique dynamique. Comment réagir face à la désaffection des jeunes et plus particulièrement des jeunes femmes ?*

C'est un vrai problème. Mon ministère a lancé une campagne de communication sur ce thème sur M6. L'Education nationale aussi est associée. C'est un défi international pour le monde occidental. La nouvelle loi sur l'émigration prévoit des incitations pour convaincre les jeunes étudiants étrangers dans des disciplines scientifiques, à rester travailler sur notre territoire. A l'instar de ce que font les Indiens aux Etats-Unis.

**Gérard Corré (Membre du Conseil Général des Technologies de l'Information)** : *Les Etats-Unis ont largement financé la recherche et le développement en technologies de l'information pour la sécurité et la défense. Ont-ils obtenu des retombées significatives ? Et en France ?*

La France souffre d'un important retard concernant l'industrie du logiciel. Pourtant, ce qui se fait est génial, mais la taille critique est beaucoup trop petite, comparée aux USA.

Marie Clotilde Hingray

(propos non revus par les participants)